

PARLEMENTAIRES

INFORMATIONS

52e législature



Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : Service des Relations publiques et internationales

tél : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

fax : 02/549.83.02

E-mail : pri@lachambre.be

lay-out : PRI

impression : Imprimerie de la Chambre

adresse postale : Chambre des représentants de Belgique
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : 13, rue de Louvain - Bruxelles

éditeur responsable : le secrétaire général de la Chambre



Table des matières

COMMISSIONS

Réunions de commissions 3

SÉANCES PLÉNIÈRES

Projets et propositions de loi 23

Questions orales 25

Votes nominatifs sur les motions 27

PUBLICATIONS

29

CONSEIL DES MINISTRES

31

ANNEXES

Demandes d'interpellations 35

Projets de loi, propositions et rapports
de commission 37

Avis du Conseil d'Etat 39

ADDENDA

41

Agenda des séances plénières
et des réunions de commissions 43



SEMAINE DU 8 AU 12 DECEMBRE 2008



COMMISSIONS

Commission d'enquête "Fraude fiscale"

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES GRANDS DOSSIERS DE FRAUDE FISCALE

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **LUNDI 8 DÉCEMBRE 2008**

1. Audition de :

- Mme Colette Calewaert, juge d'instruction;
- M. Jean-Claude Van Espen, juge d'instruction.

concernant des dossiers QFIE. (Continuation).

- Des questions ont été posées par Mme Carina Van Cauter et MM. Jean-Luc Crucke, François-Xavier de Donnea, Thierry Giet, Renaat Landuyt, Alain Mathot, Jean-Marc Nollet, Dirk Van der Maelen et Stefaan Van Hecke.

2. Audition de M. Geoffroy Begasse De Dhaem, inspecteur d'administration fiscale (AFER) concernant des dossiers QFIE.

- Des questions ont été posées par MM. François-Xavier de Donnea, Alain Mathot, Jean-Marc Nollet, et Dirk Van der Maelen.

Prochaine réunion : vendredi 12 décembre 2008.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Muriel Gerkens

➤ **LUNDI 8 DÉCEMBRE 2008**

1. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 24 - Sécurité sociale (partim: Victimes de guerre), n°s 1528/1 à 4, 1529/28 et 1596/1 à 5.
(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Nathalie Muylle.

- La discussion a été clôturée. Sont intervenus : Mmes Colette Burgeon, Zoé Genot, M. Jean-Jacques Flahaux, Mmes Nathalie Muylle et Katia della Faille de Leverghem.

- La commission a émis un avis favorable par 10 voix et 1 abstention.



2. Proposition de loi (Zoé Genot, Wouter De Vriendt, Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Jean-Marc Nolle, Georges Gilkinet, Fouad Lahssaini, Meyrem Almaci) modifiant la loi du 15 mars 1954, relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droits, n° 301/1.

3. Proposition de loi (Véronique Salvi, Georges Dallemagne, Maxime Prévot) visant à accorder une pension de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit à toutes les personnes ayant la nationalité belge, n° 1626/1.

- La commission a décidé de joindre les deux propositions de loi.
- Rapporteur : M. Jacques Otlet.
- La discussion a été entamée.
- Sont intervenus : Mmes Zoé Genot et Véronique Salvi et MM. Daniel Bacquelaine et Jean Cornil.

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

1. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'évolution de la situation en ce qui concerne la reconnaissance de l'ostéopathie" (n° 8057).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

2. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'agrément spécifique de spécialités en oncologie" (n° 8136).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

3. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le recours obligatoire au système d'eHealth dans le cadre de projets thérapeutiques" (n° 8227).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

4. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'assurance hospitalisation complémentaire" (n° 8228).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

5. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la politique relative à la médecine dentaire" (n° 8242).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

6. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la pénurie de pharmaciens hospitaliers" (n° 8385).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

7. Question de Mme Els De Rammelaere à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le médicament Strattera" (n° 8411).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



8. Question de M. Jacques Otlet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les services de pharmacie des hôpitaux” (n° 8431).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

9. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la circulaire de l’INAMI et du SPF Santé publique concernant les projets thérapeutiques et la concertation transversale” (n° 8442).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

10. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le remboursement de l’entécavir (nom de marque : Baraclude)” (n° 8443).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

11. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l’arrêté ministériel Asthme/BPCO” (n° 9082).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

12. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les modalités de remboursement du médicament Revlimid” (n° 8481).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

13. Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les investissements dans les hôpitaux” (n° 8647).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

14. Question de Mme Alexandra Colen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le rapport de Child Focus relatif à la prostitution juvénile sur internet” (n° 8490).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

15. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l’accouchement discret” (n° 8498).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

16. Question de M. Wouter De Vriendt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la radioactivité de l’eau de boisson” (n° 8509).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



17. Question de Mme Els De Rammelaere à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l’usage abusif de médicaments chez les mineurs” (n° 8529).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

18. Question de M. Olivier Destrebecq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les maisons médicales” (n° 8544).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

19. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la formation continue de dentistes à l’étranger” (n° 8572).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

20. Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les normes d’infrastructure pour les MRS” (n° 8579).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

21. Question de M. Christian Brotcorne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les cas inquiétants de tuberculose parmi le corps de sécurité du palais de Justice de Bruxelles-capitale” (n° 8611).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

22. Question de Mme Dalila Douifi à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les soins à domicile” (n° 8613).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

23. Question de Mme Dalila Douifi à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le contrôle des transports d’animaux” (n° 9141).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

24. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le diagnostic pour les enfants adoptés” (n° 8696).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

25. Question de M. Josy Arens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les soins de santé et le coût des déplacements pour la population de la province de Luxembourg” (n° 8704).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



26. Question de Mme Tinne Van der Straeten à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'appel d'offres pour un système informatique en matière de pharmacovigilance" (n° 8773).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 16 décembre 2008.

Révision de la Constitution

COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Président : M. Herman Van Rompuy

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi spéciale (Herman Van Rompuy) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, n°s 1263/1 à 3.

Avis du Conseil d'Etat.

Amendements de M. Van Rompuy.

- Proposition de loi (Herman Van Rompuy) modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la communauté germanophone, n°s 1262/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

(Continuation). (Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz).

- Des amendements ont été déposés par MM. Baeselen et Brotcorne et Mme Musin.

- La discussion a été poursuivie. Sont intervenus : MM. Herman Van Rompuy, Xavier Baeselen, Geert Versnick, Christian Brotcorne et Mme Linda Musin.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi spéciale (Muriel Gerken, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Georges Gilkinet, Philippe Henry, Jean-Marc Nollet, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en vue d'introduire une déclaration de régularité fiscale, n°s 186/1 à 3.

Avis du Conseil d'Etat.

Amendement de M. Nollet.

- Proposition de loi (Muriel Gerken, Meyrem Almaci, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Fouad Lahssaini, Jean-Marc Nollet, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre l'application du précompte professionnel, n°s 308/1 à 3.

Avis du Conseil d'Etat.

Amendements de M. Nollet.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme. Kattrin Jadin).



- La discussion a été clôturée. Sont intervenus : MM. Jean-Marc Nollet, Xavier Baeselen, Yvan Mayeur, Geert Versnick et Christian Brotcorne.
- L'article 1^{er} de la proposition de loi spéciale, et par conséquent l'ensemble de la proposition de loi spéciale, a été rejeté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.
- L'article 1^{er} de la proposition de loi, et par conséquent l'ensemble de la proposition de loi spéciale, a été rejeté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.

3. Proposition de loi (Herman Van Rompuy) modifiant la législation relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions, et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne le dépôt de la déclaration de patrimoine, n°s 1507/1 et 2.

Amendements de Mme Kattrin Jadin et M. François-Xavier de Donnea.

4. Proposition de loi spéciale (Herman Van Rompuy) modifiant la législation relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions, et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne le dépôt de la déclaration de patrimoine, n° 1508/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.
- La commission a décidé de joindre les propositions de loi n°s 1507/1 et 1508/1.
- Exposé introductif de M. Herman Van Rompuy.
- La discussion a eu lieu.
- Sont intervenus : Mme Kattrin Jadin et MM. Jean-Marc Nollet, Geert Versnick et Herman Van Rompuy.
- Les articles, les amendements et l'ensemble de la proposition de loi spéciale ont été adoptés à l'unanimité.

Prochaine réunion : mardi 6 janvier 2009.

Economie

COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

1. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - Economie, PME, Classes moyennes et Energie (partim : Economie), n°s 1528/1 à 4, 1529/10 et 1956/1 à 5. (Continuation). (Rapporteur : Mme Sofie Staelraeve). (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- La discussion a été poursuivie.
- Sont intervenus : Mmes Freya Van den Bossche, Karine Lalieux et Katrien Partyka, MM. Peter Logghe, Willem-Frederik Schiltz, Bart Laeremans, Joseph George et Bruno Tobback, Mme Tinne Van der Straeten et M. Philippe Henry



2. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "une redevance de 750 millions d'euros pour Electrabel" (n° 9136).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Tobbac au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'idée d'imposer une redevance de monopole de 750 millions d'euros à Electrabel" (n° 9101).]

- Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la position monopolistique d'Electrabel sur le marché belge" (n° 9102).]

- Question de M. Philippe Henry au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la taxation des producteurs d'électricité" (n° 9103).]

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "une redevance de 750 millions pour Electrabel" (n° 9105).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - Economie, PME, Classes moyennes et Energie (partim : Assurances), n°s 1528/1 à 4, 1529/14 et 1596/1 à 5. (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : Mme Kattrin Jadin.

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat, adjoint au ministre des Finances.

- Sont intervenus : MM. Peter Logghe, Jenne De Potter, David Clarinval et Philippe Henry, Mmes Sofie Staelraeve, Freya Van den Bossche et Karine Lalieux.

- La commission a émis un avis favorable par 9 voix contre 3 et une abstention.

5. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les titres-services pour les travailleuses indépendantes qui viennent d'accoucher" (n° 7601).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de M. Bart Tommelein à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la profession d'agent immobilier" (n° 8731).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de Mme Josée Lejeune à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la mission de médiateur de crédit du CeFIP" (n° 8822).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.

8. Question de M. Luk Van Biesen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les faux indépendants" (n° 8904).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.



9. Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les dérogations au monopole des architectes en matière de construction" (n° 8942).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.

10. Question de M. Renaat Landuyt au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les abus concernant le Car-Pass" (n° 8176).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de Mme Zoé Genot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la publicité de certaines entreprises de crédit à la consommation" (n° 8194).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les déchets nucléaires" (n° 8278).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "Synatom et le projet Myrrha" (n° 8746).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la prise en compte de la baisse des prix de l'énergie dans les avances mensuelles" (n° 8765).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "Synatom" (n° 8806).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

16. Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les jouets fabriqués en Chine" (n° 8840).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

17. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la prévention et la formation en matière de surendettement et de charge de crédit excessive" (n° 8852).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

18. Question de Mme Zoé Genot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la brochure d'information aux personnes se rendant en pèlerinage à La Mecque" (n° 8865).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



19. Question de M. Hagen Goyvaerts au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le point de contact prévu par le fournisseur d'énergie Electrabel-GDF Suez pour la population de Bruxelles" (n° 9035).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

20. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'éolien offshore international" (n° 9080).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

21. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "une redevance de 750 millions pour Electrabel" (n° 9104).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

➤ **MERCREDI 10 DÉCEMBRE 2008**

1. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - Economie, PME, Classes moyennes et Energie (partim : Economie), n°s 1528/1 à 4, 1529/10 et 1956/1 à 5. (Continuation). (Rapporteur : Mme Sofie Staelraeve). (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Sont intervenus : M. Hans Bonte, Mme Karine Lalieux, MM. David Clarinval, Peter Logghe et Philippe Henry.

- La commission a émis un avis favorable par 9 voix et 3 abstentions.

2. Question de Mme Sarah Smeyers au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la vente couplée" (n° 8365).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Question de M. David Geerts au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le fonctionnement de l'INS" (n° 8558).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le marché publicitaire" (n° 8594).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le contrôle de la reproduction de partitions musicales par les sociétés de musique" (n° 9042).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la tolérance vis-à-vis de l'infraction à l'interdiction de la vente couplée" (n° 8812).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.



7. questions jointes :

- Question de M. Hans Bonte au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'état d'avancement de l'enquête sur les pratiques trompeuses de Citibank dans le cadre de la commercialisation des produits de Lehman Brothers" (n° 8830).
- Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'inspection concernant Lehman Brothers" (n° 9028).
- Question de M. Hans Bonte au premier ministre sur "l'évolution étonnante de la politique du gouvernement à l'égard des épargnants dupés de Citibank à la suite de la vente de produits de Lehman Brothers" (n° 9067).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le renforcement de la capacité d'assurance de l'Office national du du croire" (n° 8859).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les licences de D.J." (n° 8902).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Mia De Schamphelaere

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

1. Projet de loi modifiant la loi du 29 novembre 2001 fixant un cadre temporaire de conseillers en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel et la loi du 14 décembre 2004 modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance et l'article 211 du Code judiciaire, n° 1495/1.

- Rapporteur : Mme Katrien Schryvers.
- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par le gouvernement.
- Les amendements n°s 1 à 3 ont été adoptés.
- Le projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix contre 1 et 2 abstentions.

2. Ordre des travaux.

- Organisation des auditions sur l'évaluation de la législation adoptées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ;
- Renvoi de propositions de loi en sous commission Droit de la Famille.



3. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le port d'un gilet pare-balles par le chauffeur d'un fourgon cellulaire" (n° 8247)

- Le vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles a répondu.

➤ **MERCREDI 10 DÉCEMBRE 2008**

1. Note de budget général du secrétaire d'Etat au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice, n° 1529/027.

- Rapporteur : Mme Clotilde Nyssens.

- La discussion a eu lieu.

- Sont intervenus : M. Stefaan Van Hecke, Mmes Sabien Lahaye-Battheu et Valérie Déom, M. Bert Schoofs, Mmes Katrien Schryvers, Clotilde Nyssens et Mia De Schamphelaere.

- Le secrétaire d'état au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi a répondu.

2. Question de Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le moment à partir duquel un enfant peut être reconnu" (n° 8747).

- Le secrétaire d'état au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi a répondu.

➤ **JEUDI 11 DÉCEMBRE 2008**

Projet de loi modifiant la loi du 29 novembre 2001 fixant un cadre temporaire de conseillers en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel et la loi du 14 décembre 2004 modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance et l'article 211 du Code judiciaire, n° 1495/1 et 2. (Rapporteur : Mme Katrien Schryvers)

Amendements du gouvernement.

(Lecture et approbation du rapport de Mme Katrien Schryvers – Rgt, art. 78.6).

- Le rapport de Mme Katrien Schryvers a été approuvé à l'unanimité.

Prochaine réunion : mardi 16 décembre 2008.

Questions européennes

COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Président : M. Herman De Croo

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

Echange de vues avec une délégation de parlementaires polonais, sous la direction de M. Bronislaw Komorowski, Président de la Sejm (Chambre des représentants de Pologne).



Emancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Présidente : Mme Alexandra Colen

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

Note de politique générale de la vice-première ministre et la ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances (1529/12).

- Exposé de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité
- Discussion.

- Sont intervenus : M. Jean-Jacques Flahaux et Mme Alexandra Colen.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnée

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

1. - Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2009, n° 1527/1, 3 à 5.

- Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009, n° 1528/1 à 8.

- Exposé général, n° 1526/1.

- Commentaires et remarques de la Cour des comptes, n° 1527/2.

- Note de politique générale du ministre des Finances et du secrétaire d'Etat, adjoint au ministre des Finances, n° 1529/14.

- Justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009 n°s 1596/1 à 5.

Amendements de MM. Jambon, Goyvaerts, Mme Pas, M. De Padt et consorts, M. Van Noppen et du Gouvernement.

(Rapporteur : M. Luk Van Biesen).

(Avis des autres commissions permanentes).

(Discussion générale, discussion des articles, continuation, clôture et votes).

- Un nouvel amendement a été déposé par le gouvernement.

- La discussion générale a été clôturée.

- M. Josy Arens et Mme Maggie De Block ont fait un rapport oral concernant les sections 32 (partim) et 33 et les sections 21, 23 et 24 (partim).

- La discussion des articles a eu lieu.

Projet de budget des Voies et Moyens :

- L'amendement n° 1 a été rejeté

- L'amendement n° 2 a été adopté.

- Les articles 1er à 20, tels qu'amendés, ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de budget des Voies et Moyens, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix contre 2.



Projet de budget général des dépenses:

- Les amendements n°s 1 à 9, 12 à 39 et 42 ont été rejetés.
- Les amendements n°s 10 et 11, 40 et 41, 43, 44 et 45 ont été adoptés.
- Les articles 1.01.1 à 5.01.3, tels qu'amendés, ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de budget général des dépenses, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix contre 2.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Jan Jambon, Meyrem Almaci, Jean-Marc Nollet, Jenne De Potter, Christian Brotcorne) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déduction pour habitation propre et unique, n° 555/1 à 3.
- Proposition de loi (Luk Van Biesen, Hendrik Bogaert, Christian Brotcorne, Hendrik Daems, François-Xavier de Donnea, Willem-Frederik Schiltz, Bart Tommelein, Ludo Van Campenhout) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imputation de la déduction fiscale de l'emprunt hypothécaire de l'habitation unique, n° 1181/1.
(Continuation, clôture et votes) (Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen).

- Des amendements ont été déposés par le gouvernement aux deux propositions de loi.
- Tous les amendements ont été adoptés.

Proposition de loi n° 555/1

- L'article 1er a été adopté à l'unanimité.
- Les amendements n°s 1 à 4 ont été adoptés à l'unanimité.
- L'ensemble de la proposition de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

Proposition de loi n° 1181/1

- L'article 1er a été adopté à l'unanimité.
- Les amendements n°s 1 et 2 ont été adoptés à l'unanimité.
- L'ensemble de la proposition de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

➤ **MERCREDI 10 DÉCEMBRE 2008**

Projet de loi portant des dispositions diverses (I), n°s 1608/1, 6, 13 et 14.

Amendements déposés par le gouvernement après rapport et renvoyés en commission par la séance plénière du mercredi 10 décembre 2008.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.
- La discussion a eu lieu.
- Les amendement n°s 1 et 2 ainsi que les articles 125 et 134 ont été adoptés par 13 voix et 1 abstention.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 13 voix et 1 abstention.



Justice et Intérieur

COMMISSIONS RÉUNIES DE LA JUSTICE ET DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Présidents : Mme Mia De Schamphelaere et M. André Frédéric

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

Audition sur le projet d'arrêté royal fixant les modalités de traitement des données à caractère personnel et des informations de la police intégrée à deux niveaux dans le cadre de la banque de données nationale générale :

- M. Willem Debeuckelaere, président de la Commission de la protection de la vie privée;
- M. Jacques De Lentdecker, président du groupe de travail 44;
- M. Marc Vandendriessche, commissaire en chef, représentant de la Police fédérale – Direction de la gestion de l'information policière;
- MM. Kris D'hoore et Hughes Brulin, représentants de l'organe de contrôle de la gestion de l'information policière;
- M. Piet Pieters, représentant de la direction générale du Centre de crise;
- M. Manuel Lambert, représentant de la "Liga voor Mensenrechten" et de la Ligue des droits de l'homme;
- M. John Maes, représentant de l'"Orde van Vlaamse Balies";
- M. Pascal Chevalier, représentant de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone.

- Rapporteurs : M. Olivier Hamal et Mme Carina Van Cauter.
- Après les interventions un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : Mme Clotilde Nyssens, MM. Thierry Giet, Fouad Lahssaini et Bruno Stevenheydens, Mme Karine Lalieux, MM. Stefaan Van Hecke, Thierry Giet et Mme Marie-Christine Marghem.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

1. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les restrictions concernant l'octroi d'un complément d'ancienneté aux chômeurs âgés" (n° 8374).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

2. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les titres-services pour l'accueil d'enfants" (n° 8482).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.



3. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la coordination des horaires de formation avec les horaires des transports en commun" (n° 8537).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

4. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'interdiction aux demandeurs d'emploi d'occuper un emploi pendant les périodes d'interruption de leur formation" (n° 8538).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

5. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le faible taux d'emploi des allochtones dans notre pays" (n° 8626).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

6. Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la campagne de sensibilisation concernant le Pacte de solidarité entre les générations" (n° 8656).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

7. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la compensation accordée aux ateliers sociaux et protégés à la suite de l'augmentation du salaire minimum légal" (n° 8708).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

8. Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la condamnation de la Belgique par l'OIT en raison des critères utilisés pour la reconnaissance des syndicats" (n° 8749).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la réforme des plans pour l'emploi et plus particulièrement la suppression des mesures de réduction de charges pour les plus de 50 ans sur notre marché du travail" (n° 9068).

- Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la suppression de la réduction des charges en faveur des plus de 50 ans" (n° 9113).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

10. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les conditions de recrutement et la régularisation des travailleurs du FBI (Fonds budgétaire interdépartemental) dans les hôpitaux" (n° 9078).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.



11. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les jours de fête musulmans" (n° 9084).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

12. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le versement des primes CECA aux salariés licenciés dans le cadre de restructuration d'entreprises sidérurgiques" (n° 9097).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

Prochaine réunion : mardi 16 décembre 2008.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidente : Mme Hilde Vautmans

➤ **MARDI 9 DÉCEMBRE 2008**

Echange de vues avec des représentantes du "collectif des femmes congolaises pour la paix".

- Ont pris la parole : Mme Isabelle Kidicho, porte-parole, et la petite M-Y Muika, qui a lu une lettre écrite par une enfant.

- Sont intervenus : MM. Francis Van den Eynde et Herman De Croo, Mme Juliette Boulet, M. Xavier Baeselen et Mme Hilde Vautmans.

Prochaine réunion : mercredi 10 décembre 2008.

Concertation parlementaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Herman Van Rompuy et Armand De Decker

➤ **MERCREDI 10 DÉCEMBRE 2008**

1. Projet de loi modifiant la loi du 16 novembre 1993 fixant la Liste Civile pour la durée du règne du Roi Albert II, l'attribution d'une dotation annuelle et viagère à Sa Majesté la Reine Fabiola et l'attribution d'une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe et la loi du 7 mai 2000 attribuant une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe, une dotation annuelle à Son Altesse Royale la Princesse Astrid et une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Laurent, n° 1606/1. - Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 15 jours.



2. Projet de loi-programme, n° 52 1607/1. - Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses (I), n° 1608/1. - Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

4. Projet de loi relatif à la continuité des entreprises, n° 4-995/1 – Concertation sur la procédure législative à suivre.

- La commission a reporté sa décision.

5. Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 20 décembre 2008 au 4 janvier 2009 inclus.

Questions européennes et Relations extérieures

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : M. Herman De Croo et Mmes Anne Delvaux et Hilde Vautmans

➤ **MERCREDI 10 DÉCEMBRE 2008**

(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat).

- Exposé du Premier ministre sur l'ordre du jour du Conseil européen des Chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra les jeudi 11 et vendredi 12 décembre 2008 à Bruxelles.

- Echange de vues.

Prochaine réunion : mardi 16 décembre 2008.

Défense et Relations extérieures

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : M. Ludwig Vandenhove et Mme Hilde Vautmans

➤ **MERCREDI 10 DÉCEMBRE 2008**

La situation dans l'Est du Congo.

Débat avec les ministres des Affaires étrangères et de la Défense.



Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Georges Dallemagne au ministre des Affaires étrangères sur “les massacres de civils au Nord-Kivu” (n° 8590).
 - Interpellation de M. Francis Van den Eynde au ministre des Affaires étrangères sur “les projets d’envoi des troupes dans l’Est du Congo” (n° 237).
 - Question de Mme Juliette Boulet au ministre des Affaires étrangères sur “la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies d’envoyer 3000 unités en renfort en RDC et l’engagement de la Belgique dans cette décision” (n° 8777).
 - Question de M. Xavier Baeselen au ministre des Affaires étrangères sur “la participation belge à une force de la Monuc au Congo” (n° 8819).
 - Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Affaires étrangères sur “la participation belge à la force de maintien de la paix au Congo” (n° 8932).
 - Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre des Affaires étrangères sur “la participation belge à la force de maintien de la paix au Congo” (n° 8941).
 - Question de Mme Hilde Vautmans au ministre des Affaires étrangères sur “l’envoi de troupes belges au Congo” (n° 8945).
 - Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “l’envoi de troupes belges au Congo” (n° 8946).
 - Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur “l’envoi de l’armée belge au Congo” (n° 8963).
 - Question de M. Georges Dallemagne au premier ministre, au ministre des Affaires étrangères et au ministre de la Défense sur “l’envoi de troupes belges au Congo” (n° 8978).
 - Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “la participation belge à la force de maintien de la paix au Congo” (n° 8994).
 - Question de M. André Flahaut au ministre des Affaires étrangères sur “le renforcement de la MONUC en RDC par la Belgique” (n° 9026).
 - Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur ministre des Affaires étrangères sur “la capacité d’intervention de la Belgique au Congo” (n° 9145).
- Exposé du ministre des Affaires étrangères et du ministre de la Défense.
- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 17 décembre 2008.

Sous-commission « Droit de la famille »

SOUS-COMMISSION “DROIT DE LA FAMILLE”

Présidente : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 10 DÉCEMBRE 2008**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Zoé Genot, Juliette Boulet, Thérèse Snoy et d’Oppuers, Jean-Marc Nolle, Georges Gilkinet) modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la contribution des père et mère à l’éducation de leurs enfants, n° 295/1.
- Proposition de loi (Dalila Douifi, Renaat Landuyt, Christine Van Broeckhoven) modifiant le Code civil en vue de faire payer les pensions alimentaires des enfants de préférence par domiciliation bancaire, n° 564/1.



- Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Christian Brotcorne) modifiant le Code civil en vue d'objectiver le calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants, n° 899/1.
 - Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Bruno Steegen, Carina Van Cauter) modifiant le Code civil en ce qui concerne les frais extraordinaires dans le cadre d'une pension alimentaire, n° 1092/1.
 - Proposition de loi (Kattrin Jadin, Daniel Bacquelaine, Jacques Otlet) portant création d'un Ordre des kinésithérapeutes, n° 1311/1.
 - Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Herman De Croo, Guido De Padt, Willem-Frederik Schiltz, Bruno Steegen, Carina Van Cauter) modifiant la législation relative aux pensions alimentaires, en ce qui concerne l'autorisation de percevoir en cas de non-paiement, n° 1317/1.
- Rapporteur : Mme Katrien Schryvers.
- Le secrétaire d'Etat a exposé un texte de discussion, rédigé par le cabinet.

2. Ordre des travaux.





SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:

- les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;
- l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;
- le résultat des votes.

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);

Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).

- **MERCREDI 10 APRÈS-MIDI (065)**
JEUDI 11 DÉCEMBRE 2008 APRÈS-MIDI (066)

PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS

1. Projet de loi-programme, n^{os} 1607/1 à 23

Le projet de loi (n° 1607) est adopté par 87 voix contre 54

2. - Projet de loi portant des dispositions diverses, n^{os} 1608/1 à 19
- Projet de loi portant des dispositions diverses, n^{os} 1609/1 à 7

Les projets de loi (n^{os} 1608 et 1609) sont adoptés par 86 voix contre 54

3. Projet de loi contenant le premier ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 2008, n^{os} 1504/1 à 7.

Le projet de loi (n° 1504) est adopté par 86 voix contre 53



4. Projet de loi modifiant la loi du 16 novembre 1993 fixant la Liste Civile pour la durée du règne du roi Albert II, l'attribution d'une dotation annuelle et viagère à Sa Majesté la Reine Fabiola et l'attribution d'une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe et la loi du 7 mai 2000 attribuant une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe, une dotation annuelle à Son Altesse Royale, la Princesse Astrid et une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Laurent, n°1606/1 à 4.

Ce projet de loi a pour but de prévoir que les montants de la Liste Civile et des dotations évolueront à partir du 1er janvier 2009 suivant le mécanisme d'indexation lié à l'indice-santé.

Le projet de loi (n° 1606) est adopté par 111 voix contre 17 et 11 abstentions

5. Proposition de loi modifiant le Codes des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déduction pour habitation propre et unique, n°s 555/1 à 7.

À l'heure actuelle, les contribuables qui n'ont pas vendu leur habitation précédente dans un délai d'un an ou qui n'ont pas pu occuper une nouvelle construction dans les deux ans suivant l'année de conclusion de l'emprunt, perdent le droit à la déduction pour habitation propre et unique pour le restant de la durée de leur emprunt. La présente proposition de loi vise à accorder le droit à la déduction même en cas de retard dans la vente ou dans les travaux de construction.

La proposition de loi (n° 555) est adoptée à l'unanimité des 139 voix

6. Proposition de loi modifiant le Codes des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imputation de la déduction fiscale de l'emprunt hypothécaire de l'habitation unique, n°s 1181/1 à 5.

Lorsque l'un des partenaires n'a pas droit à la déduction pour habitation unique, l'avantage de la déduction de l'autre partenaire, qui y a droit, doit être plafonné à 85%, ce qui signifie que 15% de l'avantage sont perdus. Les auteurs estiment que tel n'était pas l'objectif du législateur. Ils proposent dès lors de prévoir explicitement que lorsque seul un des contribuables pour lesquels est établie une imposition commune a droit à la déduction pour habitation unique, cette déduction est toujours accordée à 100% à ce contribuable.

La proposition de loi (n° 1181) est adoptée à l'unanimité des 139 voix

7. Projet de loi modifiant la législation relative aux cadres temporaires dans les cours d'appel et les parquets généraux, n°s 1495/1 à 5.

Ce projet de loi vise à prolonger, jusqu'à fin 2010, le cadre temporaire des conseillers des cours et tribunaux, créé par la loi du 29 novembre 2001 fixant un cadre temporaire de conseillers en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel et le cadre temporaire prévu dans les cours d'appel de Bruxelles et d'Anvers par la loi du 14 décembre 2004 modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance et l'article 211 du Code judiciaire.

Le projet de loi (n° 1495) est adopté 106 voix contre 14 et 17 abstentions



QUESTIONS ORALES

Le conflit entre la SA Triage-Lavoir du Centre et la Régie des Bâtiments

Question de :

Mme Colette Burgeon (PS) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0652)

Les pratiques frauduleuses de communes bruxelloises avec le Fonds dit UE

Question de :

M. Flor Van Noppen (N-VA) au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur (n° P0654)

La fin de carrière de M. Closset

Question de :

M. Renaat Landuyt (sp.a) au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur (n° P0655)

Le sauvetage du secteur du diamant

Question de :

M. Gerolf Annemans (Vlaams Belang) au premier ministre (n° P0650)

Le placement de la quote-part des pouvoirs publics dans BNP Paribas et la Fortis Holding dans la Société fédérale de participations et d'investissement

Question de :

M. Luk Van Biesen (Open Vld) au premier ministre (n° P0651)

Les tarifs sociaux en matière d'énergie

Questions jointes de :

- M. Pierre-Yves Jeholet (MR) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P0657)
- Mme Marie-Martine Schyns (cdH) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P0658)



Selor

Question de :

M. Jean-Luc Crucke (MR) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P0659)

Le plan de lutte contre la fracture numérique

Question de :

M. Roel Deseyn (CD&V) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification (n° P0660)

Les démarcheurs malhonnêtes

Question de :

M. Guido De Padt (Open Vld) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification (n° P0661)

La mise sur le marché d'amiante

Question de :

Mme Muriel Gerken (Ecolo-Groen!) à la vice première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P0653)

Le Fonds de l'économie sociale et durable

Question de :

M. Stefaan Vercamer (CD&V) à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes (n° P0656)



VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Hagen Goyvaerts au premier ministre sur « le trou de 133 millions d'euros dans le budget 2009 par suite de l'abandon de la taxe sur les billets d'avion » (n° 208)
- M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur « le trou de 133 millions d'euros dans le budget 2009 par suite de l'abandon de la taxe sur les billets d'avion » (n° 209)
(développées en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 3 décembre 2008)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 208/001)

- une motion de recommandation par Barbara Pas (VB) et Hagen Goyvaerts (VB)
- une motion pure et simple par Josée Lejeune (MR), François-Xavier de Donnea (MR) et Luk Van Biesen (Open Vld)

La motion pure et simple est adoptée par 82 voix contre 54

2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de :

- M. Francis Van den Eynde au ministre des Affaires étrangères sur « la visite prochaine du Dalaï Lama en Belgique » (n° 214)
(développées en réunion publique de la commission des Relations extérieures du 3 décembre 2008)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 214/001)

- une motion de recommandation par M. Francis Van den Eynde (VB)
- une motion pure et simple par M. Jean-Luc Crucke (MR) et M. Georges Dallemagne (cdH)

La motion pure et simple est adoptée par 82 voix contre 54





PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 52 1529/028 DU 2 DÉCEMBRE 2008
Note de politique générale concernant le Service des Victimes de la guerre

- 52 1607/019 DU 8 DÉCEMBRE 2008
Projet de loi-programme





CONSEIL DES MINISTRES

Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.

Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres

➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 11 DÉCEMBRE 2008**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le jeudi 11 décembre 2008 sous la présidence du Premier ministre Yves Leterme.

Plus d'info : <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres

ADHÉSION DE LA CROATIE ET DE L'ALBANIE À L'OTAN

Assentiment à l'accord relatif à l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie à l'OTAN.

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant assentiment à l'accord relatif à l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie à l'OTAN.

Aux termes de l'article 10 du Traité de l'Atlantique Nord, les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au Traité tout autre Etat européen susceptible de favoriser le développement des principes du Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord.

La Croatie et l'Albanie ont exprimé depuis longtemps leur souhait de rejoindre l'Alliance. Un "Membership Action Plan" fut signé par l'OTAN en 1999 avec l'Albanie et en 2002 avec la Croatie.



ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

Application du règlement européen concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques produites ou importées dans l'Union européenne (règlement REACH).

Sur proposition de M. Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Energie, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui modifie le loi du 21 décembre 1989 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé (loi sur les normes de produits).

L'avant-projet de loi introduit, dans la loi sur les normes de produits, un ensemble de mesures qui doit combattre les infractions au règlement européen (règlement n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques), appelé règlement REACH.

Le règlement REACH est entré en vigueur le 1er juin 2007. Ce règlement ne doit pas être transposé en droit belge mais doit bien être complètement et efficacement applicable dans la législation belge. L'avant-projet de loi introduit dès lors, dans la loi sur les normes de produits, des dispositions qui rendent passibles de sanctions les infractions au règlement REACH.



ANNEXES





DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0242** **Intérieur**

Interpellation de M. Hagen GOYVAERTS au Premier ministre sur « l'accord intervenu en vue de tolérer un déficit budgétaire représentant 2% du PIB ».

➤ **0243** **Intérieur**

Interpellation de M. Georges GILKINET au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur « l'application de l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif à la sécurité civile »





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS, RAPPORTS DE COMMISSIONS ET COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).





AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

La présente annexe mentionne les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le Président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

Les documents parlementaires peuvent être obtenus auprès du service des Affaires générales, du comptoir des documents de la Chambre ou auprès des imprimeurs (voir dernière page du bulletin: "publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique).

➤ **DOC 52 1231/002 DU 9 DÉCEMBRE 2008**

Avis du Conseil d'Etat n° 45.441/2 du 3 décembre 2008 sur le projet de loi modifiant les articles 187bis, 191bis et 194bis du Code judiciaire concernant le statut des référendaires près la Cour de cassation et des référendaires près la Cour constitutionnelle.





ADDENDA





AGENDA DES SEANCES PLENIERES ET DES REUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	-----	-----
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	-----	-----
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	-----	-----
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	-----	-----
Information parlementaire			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés - composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	-----	-----
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	-----	-----
Fiches "info" parlementaires			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	-----	-----
Parlamentum Belgicum			
Livre de photographies	4,00	-----	-----
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pp. « Le Parlement » (iconographie) « Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene) Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - biographie Brochure « Dessins satiriques »	5 2,50 30,00 2,50 2,00	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	-----	-----
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	-----	-----
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	-----	-----
Dépliants			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	-----	-----
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	-----	-----
BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE			
A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES			
NOM _____			
ADRESSE _____			
Veuillez verser le montant correspondant au compte n° 000-0019220-14 de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)			
<i>La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.</i>			

PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses (bilingue) (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	50,00 euro (2)	2,00 euro (3)	120,00 euro (2)	6,00 euro (3)
	20,00 euro	1,00 euro	60,00 euro	3,00 euro
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
Informations et commandes pour les publications susmentionnées: Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse complète du souscripteur - Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur - Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue) ▶ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis ▶ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié ▶ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA 				
Documents parlementaires de la Chambre Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques - numéros séparés Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	BELGIQUE 0,0744 euro par page imprimée ÉTRANGER 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	Informations et commandes: <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants» Paiement dès réception du décompte		